

### **Communication 2.3**

#### **« Former les travailleurs sociaux en s'appuyant sur les projets menés dans les quartiers des villes et des villages »**

**Robert Bambe Alambatoumel, Ecole Nationale des Agents Sanitaires et Sociaux du Tchad**

Parmi les sujets les plus controversés, celui de la gestion collective de l'espace urbain et rural en milieu africain, et notamment tchadien, ne peut laisser personne indifférent compte tenu des vicissitudes socio-économiques auxquels font face aujourd'hui bon nombre de populations. A tous les paliers de la vie sociale, on en parle et on n'en parlera jamais assez étant entendu que les relations que nouaient les hommes entre eux, dans un cadre traditionnel, connaissent aujourd'hui une désarticulation et une déstructuration. Nous vivons aujourd'hui dans une société en pleine mutation où les changements sociaux engendrent des déséquilibres profonds sans précédents dans les manières de penser et d'être des populations.

L'exploration empirique du phénomène en question nous permet implicitement et explicitement de dire que :

1. La question de la dynamique urbaine et rurale aujourd'hui mérite bien une attention et une réflexion
2. Les thèses émises çà et là par certains chercheurs et travailleurs sociaux n'ont pas pour unique fonction de faire un constat grossier du phénomène, mais également le procès, si l'on peut dire, de l'espace de vie en milieu urbain et rural actuel où, perdus dans les méandres des valeurs sociales d'un type nouveau, les hommes, les femmes, les jeunes se cherchent très souvent seul, mais parfois collectivement à travers le tissu associatif qui constitue pour eux à la fois un cadre de ressourcement, de gestion communautaire de l'espace, cadre de vitalité, lieu de réponses à une pluralité de questions et de défis.

Dans nos types de société fondée sur l'organisation lignagère, la vie sociale reposait sur des lois des valeurs, des normes sociales dont les dépositaires sont les aînés sociaux qui assuraient la gestion de la communauté et des biens, et entretenaient également la peur de la maladie, de la mort et bien d'autres infortunes sociales.

Toute cette problématique nous conduit inéluctablement à l'élucidation de la valeur de la parenté. En effet, la parenté est l'univers social par excellence au sein duquel les hommes organisent leurs rapports sociaux (gestion et circulation des hommes et des biens). Lieu de production et de consommation, la parenté organise au sein de la société traditionnelle une trame, un réseau de relation de solidarité organisée et dynamisée par le fait même d'appartenir au sang de la mère ou au sang du père ; c'est-à-dire l'appartenance à la même matière. Ainsi mettre au monde un enfant c'est en même temps créer la parenté, autrement dit, créer des hommes et les reliés soit par le sang de la mère ("Mekon" : "Ventre de la mère") ou le sang du père ("Guel baou" : racine paternelle) soit par alliance matrimoniale.

Ainsi dans la gestion du quotidien, la référence est faite au "Mekon" ou au "Guel baou" et non à l'origine ancestrale commune (Guel kà).

L'idée de départ qui induit cette communication procède d'un constat tout à fait empirique. En effet, aujourd'hui dans l'espace urbain et rural qui est le nôtre, on note depuis quelques années une prolifération d'associations, de comités d'assainissements ou autres organisations locales. Cette prolifération est révélatrice d'une part, des valeurs culturelles de type communautaire perdues, et d'autre part, du souci réel de recréer et de revivre certaines valeurs de vie de la parenté dans un milieu cosmopolite et souvent anonyme.

Indépendant depuis le 11 août 1960, le Tchad est un pays enclavé, situé au cœur de l'Afrique. Il s'étend sur une superficie de 1.284.000 km<sup>2</sup>. Sa population est estimée à 8.135.000 habitants et se compose de 256 groupes ethniques repartis de manière inégale sur l'ensemble du territoire. Selon le recensement général de la population et de l'habitat (avril 1993) 21 % de la population vivent en ville, 6 % composés de nomades et le reste par la population rurale. Par ailleurs 42 % des jeunes ont moins de 15 ans.

La ville de N'Djaména (ex Fort-Lamy) créée en 1900 se compose aujourd'hui de 10 arrondissements dirigés par les Administrateurs délégués.

La plupart des projets initiés par la mairie tendant à répondre aux besoins des populations rencontrent des difficultés inhérentes au manque ou à l'insuffisance de moyens techniques, matériels et financiers. Le financement de certaines activités des secteurs prioritaires : infrastructures, assainissement, santé (construction de latrines publiques, des voies de canalisations des eaux de pluies, bac à ordures ménagères...), le sont grâce aux apports extérieurs dans le cadre de jumelage (N'Djaména avec Toulouse et Marseille, Moundou avec Poitiers).

Ces difficultés entraînent des conséquences sur la vie des populations (choléra, inondations, prolifération de moustiques, paludisme, insalubrité des quartiers...).

La ville de N'Djaména, à l'instar des autres villes secondaires connaît une mutation et une expansion numérique très accélérées induites par les incessantes vagues de mobilité géographique. Voici à titre d'exemple quelques chiffres sur la croissance démographique.

- 1968 la population de N'Djaména était estimée à 132.000 habitants
- 1972 la population de N'Djaména était estimée à 180.000 habitants
- 1984 la population de N'Djaména était estimée à 289.000 habitants
- 1990 la population de N'Djaména était estimée à 425.000 habitants
- 1993 la population de N'Djaména était estimée à 700.000 habitants.

Cette croissance démographique nécessite de la part des autorités locales des investissements importants pour répondre aux besoins sans cesse croissants d'une population en pleine croissance numérique.

En effet, l'Etat qui, dix ans après l'indépendance pouvait répondre par exemple aux besoins d'évacuation des ordures ménagères, aux besoins d'approvisionnement en eau potable n'est plus à même de le réaliser aujourd'hui. A l'omniprésence de l'Etat-providence d'hier fait place un vide institutionnel et opérationnel ; vide que beaucoup d'associations des quartiers des villes et villages tentent de combler par des arrangements institutionnels locaux. N'djaména compte plus 300 associations et organisations locales( comités d'assainissement des quartiers, associations des veuves...).

Avec l'avènement de la démocratie en 90 et le retour à la paix civile et cela, après des décennies de guerre et de dictature, on observe ici et là, la naissance d'associations (corporatiste, familiale, ethnique, religieuse...) dans la totalité des villes et villages. Des hommes, des femmes, des jeunes... à travers les villes et villages se mettent debout pour relever le défi qui est celui là même de recréer un espace de vie communautaire et solidaire. Alors qu'il y a quelques années on a pensé que les valeurs de vie traditionnelle ont tendance à s'évader pour faire place à un dysfonctionnement structurel individualisant, et une désarticulation des relations de parenté qui sous-tendaient la vie quotidienne dans les villes et villages.

Si les hommes, les femmes, les jeunes recherchent dans la création et l'appartenance à des associations locales leur survie et leur identité sociale, alors cela témoigne à suffisance leur capacité d'imagination, mais également cela apparaît comme un symptôme révélateur de l'injustice sociale, de la misère et de ses corollaires à savoir la violence rurale et urbaine à laquelle est soumise une grande partie de la population.

Dans toute cette problématique une question se pose : quel est l'impact de la formation des travailleurs sociaux aujourd'hui dans cette mise en route des populations par elles-mêmes ? En d'autres termes, comment former les travailleurs sociaux capables d'intégrer cette dynamique initiée et agit par les populations aussi bien urbaines que rurales ?

En effet, une quarantaine d'années après son indépendance, le Tchad connaît un difficile développement induit par un dualisme culturel, économique et politique. Face à cette problématique sociétale, un peu partout dans les villes comme dans les villages, des associations "à but non lucratif " inventent, créent là où l'Etat-providence n'a pas réussi, de structures de prises en charge et de gestion de la vie. Ainsi, les comités d'assainissement, les associations des

originaires d'un village, écoles communautaires, greniers communautaires sont créés dans presque tous les quartiers des villes et villages. L'épargne solidaire (tontine) est entre autres des actions de gestion collective de l'espace.

C'est autour des années 90 que la plupart des associations et comité d'assainissement ont vu le jour dans la ville de N'djaména en vue d'améliorer les conditions de vie des populations des quartiers. C'est ainsi qu'a vu le jour « l'Association pour le reboisement et l'assainissement » (ARA), le « Comité d'assainissement de Chagoua » (CACC), ... Ces associations et comités sont nés dans le but de résoudre les difficultés des habitants des quartiers : inondations des quartiers, évacuation des ordures ménagères, désinfections des puits, aménagement des voies de drainage des eaux de pluies...

Ces actions sont révélatrices aujourd'hui du niveau de prise de conscience citoyenne d'un devenir social en proie aux incertitudes quotidiennes sans cesse croissantes. La formation des travailleurs sociaux au Tchad doit se laisser interpeller pour rejoindre cette dynamique sociale, et contribuer du dedans à la transformation du milieu.

### La problématique du service social au Tchad

Le service social du Tchad marqué de manière quasi indélébile par ses débuts (1948) reste aujourd'hui encore en dehors de l'évolution qui marque le travail social en Afrique et dans le monde. La protection sociale, l'accompagnement des groupes vulnérables et le bien-être social de la population transcendent difficilement l'aspect curatif et de soutien matériel, alimentaire apportés aux personnes vivant en situation de précarité.

A la conférence internationale des Ministres en charge de la protection sociale de 1968 les participants ont insisté sur le rôle de protection sociale dans le développement. Selon cette conférence, la protection sociale doit bénéficier à l'ensemble de la population. Toutefois, une attention particulière doit être accordée aux groupes dits défavorisés. Avec cette orientation, la protection doit insister sur le potentiel humain, encourager l'initiative individuelle et la participation à la prise des décisions.

Mais loin d'intégrer cette orientation, la formation des travailleurs sociaux les conduisait souvent à poser de gestes infirmiers auxquels s'ajoutait sur le terrain de la pratique sociale, une perspective caritative inspirée par la pitié et l'allègement de souffrances, surtout des personnes en situation de précarité tendant à une prise en charge entière ou partielle. Ce qui fait que le jour de distribution des vivres aux personnes vivant en situation de précarité, les centres sociaux sont animés...

Aujourd'hui, les centres sociaux sont devenus ici et là des lieux déserts, où les travailleurs s'ennuient à ne rien faire. "Il n'y a pas d'activité disent certains agents...". D'autres travailleurs sociaux se questionnent et essaient de progresser vers l'accompagnement des actions de type associatif, communautaire...

L'analyse des activités actuelles des centres sociaux fait apparaître que les activités purement sociales sont très limitées (VAD, visite de prospection, de suivi...) et souvent marquées par une carence méthodologique.

Le souci de dessaisir progressivement les centres sociaux des activités de santé pour développer des activités purement sociales est là ; mais rencontre des résistances chez certains travailleurs sociaux. "On nous a arraché la vaccination et la consultation prénatale..." ;

Alors qu'on sait bien que la plupart des activités des centres sociaux sont :

- Développement communautaire
- Promotion de la famille
- Alphabétisation
- Enseignement ménager
- Protection familiale et règlement des conflits conjugaux.
- Réinsertion sociale de :
  - Personnes handicapées
  - Jeunes délinquants
  - Alcooliques

- Personnes du 3ème âge.

Conscients du fait qu'aujourd'hui des hommes, des femmes, des jeunes dans les quartiers des villages et villes s'organisent, se mettent ensemble pour relever le défi qui est le leur et donner un sens à leur vie, les travailleurs sociaux doivent recevoir une formation adaptée pour sortir du chemin jusque là battu ! En conséquence, il faut d'une part, briser l'image tronquée qui fait du travailleur social l'éternel « distributeur de vivres. », et d'autre part provoquer chez les élèves une secousse spirituelle. En vue de leur permettre de se construire une autre carapace professionnelle, cette secousse spirituelle a semblé au départ surprendre les élèves qui se sentent désemparés. Mais face au dénuement naît le réflexe d'intégration d'une nouvelle orientation pour se construire d'autres habitudes professionnelles vraiment sociales.

C'est essentiellement la mission que doit se donner une institution de formation. C'est pour elle également un défi. Elle doit revisiter ses méthodes de formation pour intégrer une nouvelle dynamique de formation. Pour y arriver, il faut donner aux travailleurs sociaux des moyens et des capacités susceptibles de les aider à intervenir partout où des hommes s'organisent.

L'insertion du travailleur social dans les diverses structures doit être une réalité claire et non confuse. Ce qui nécessite une adéquation entre la formation et l'emploi d'une part et la connaissance par l'utilisateur du rôle du travailleur social.

La création d'une école de travailleurs sociaux pourrait réduire ce genre d'incertitude et élaguer toutes ces difficultés. Mais malheureusement, l'ambiguïté demeure et cette situation explique les inquiétudes des élèves en fin de formation.

Le tissu social actuel étant suffisamment complexe, ne peut être saisi qu'au moyen des méthodes et des techniques de formation appropriées.

En effet, le travailleur social de par sa formation et ses compétences doit pouvoir intervenir dans l'ensemble des activités où les relations humaines et interprofessionnelles sont une préoccupation. Pour illustrer, on peut citer les domaines suivants :

- Les entreprises
- Règlement des conflits conjugaux
- Le service social carcéral
- Le budget des ménages
- La planification des ressources
- L'analyse des besoins des communautés, et associations
- Etc...

Pour accomplir ces missions, il faut un modèle de formation qui s'oriente vers l'implication des élèves dans leur formation.

Le défi de l'altérité

Depuis quelques années nous avons en équipe pédagogique, conclu que deux espaces doivent entrer en relation : l'école et les terrains de stage. Ainsi le passage de l'un à l'autre permettrait à l'élève de se constituer un capital de connaissances, autrement dit tout un ensemble de repères théoriques et pratiques nécessaires à son action. De ce fait, l'élève pourrait construire et déconstruire son capital de connaissances et être capable de s'interroger sur ses connaissances théoriques et pratiques.

De la part des formateurs, le développement technologique et la complexité des situations que vivent les populations urbaines et rurales, doivent les conduire à revisiter leur méthode d'accompagnement de manière à former des travailleurs sociaux capables de s'impliquer et de s'adapter à des situations sociales plurielles et particulières, faites de conflits entraînant très souvent la dislocation de certaines associations.

Un accent particulier est mis sur l'implication des élèves dans les nouveaux terrains de stage où avec les encadreurs, moniteurs de stage ils partagent des enjeux : Association des femmes pour la lutte contre le Sida (AFLCS), Association tchadienne, les Amis des Drogés (ATAD), Organisation

pour l'Auto promotion des Communautés Rurales (OCRA), Secours Catholique et Développement (SECADEV). On a noté avec intérêt les impressions des élèves au retour de stages en milieu rural où ils ont découvert avec les communautés rurales les réalités de leur vie. Et souvent les stagiaires se laissent interpellés. La période de restitution et d'exploitation par groupe d'élèves mérite un accent très particulier dans la mesure elle permet l'inter échange des expériences. A cette occasion deux possibilités se présentent aux stagiaires :

Ø Arriver à comparer les expériences des uns et des autres et faire ressortir les similitudes et les différences, les généralités et voir comment les intégrer dans leur méthodologie...

Ø Analyser ces expériences en faisant ressortir les contours sociaux, politiques, culturels économiques, religieux...

Le souci est pourtant grand d'ouvrir les élèves à leur environnement par la mise en branle d'un réseau de nombreux et nouveaux partenaires. Ce qui permet de répondre plus précisément à leurs besoins, à leurs problématiques et leurs souhaits !

Pour arriver à une telle réalisation, il convient de changer de perspective méthodologique. Cela suppose que l'on ne parte plus des idées toutes faites sur le milieu à développer ; mais que l'on participe avec les associations à l'élaboration, à l'exécution et à l'évaluation de leur projet ; que l'on participe à leur vie réelle pour découvrir les besoins et les intérêts en jeu.

Une telle perspective méthodologique met en évidence le rôle combien essentiel de l'accompagnement social dans le processus de développement des associations urbaines et rurales et en décentrant l'accompagnement.

Le travail social doit aujourd'hui permettre de rompre l'idée sous-jacente à la plupart des associations Et qui consiste à les présenter comme des structures homogènes, harmonieuses et unanimes. Les personnes réunies au sein des associations ont-elles les mêmes intérêts ou des intérêts divergents ?

Le monde des associations où doit s'investir le travailleur social est un monde qui présente contrairement à l'idée qu'on se fait habituellement, une grande complexité dans son fonctionnement.

Le monde rural par exemple c'est encore maints autres aspects qu'il est nécessaire de connaître pour aboutir à un véritable diagnostic du milieu à restructurer. La connaissance du milieu rural dans ses divers aspects est ainsi la condition sine qua non à l'élaboration des actions de développement rural plus opérationnel.

Il n'est sans doute pas possible dans le cadre de cette communication de présenter de manière exhaustive toute la place de la formation dans l'accompagnement des associations urbaines et villageoises. L'objectif visé n'a ici pour finalité que de soulever un problème qui aujourd'hui nous interroge ; un problème qui, nous en sommes convaincus nous bouleverse et qui mérite d'être approfondi.

Le travail social aujourd'hui doit sortir de ses limites pour se rapprocher de la dynamique des associations paysannes et urbaines. Cela nécessite une rupture, voire une cassure méthodologique pour adopter cette nouvelle manière de faire, d'accompagner, afin d'aider réellement les communautés, les associations à mieux s'organiser et à définir, en connaissance de cause le cadre de leur action sur le milieu. Grâce à une attitude devant être plus participative, le travail social doit pouvoir contribuer à une réelle prise de conscience, et au développement de l'esprit de créativité des hommes.

Le chemin à parcourir est sans doute long pour opérer cette secousse spirituelle. Nous pensons que c'est petit à petit que la nouvelle orientation de formation se fixera. Si nous voulons que nos actions auprès des populations soient efficaces, il faut que les élèves soient outillés à démasquer toutes les stratégies de camouflage, les enjeux divergents sous-jacents à la dynamique collective qui peuvent se cacher au sein des certaines associations. Ce que nous voulons c'est de rendre capables les élèves de décrire la dynamique réelle des associations, car souvent on ne sait pas par quelle alchimie s'enclenchent certaines dynamiques. Ce qui est sûr, c'est qu'il n'y a pas de

recettes toutes faites à partir du moment où la dynamique d'une association est étroitement liée à l'histoire socio-économique politique, culturelle, politique du milieu.

La réalisation de ce travail a été pour nous l'occasion d'approfondir, de développer et de proposer des explications à ce problème qui aujourd'hui marque la société tchadienne. Etre formateur c'est s'impliquer dans une dynamique de formation et rendre les élèves capables de s'investir demain dans leur milieu professionnel. Ceci exige un esprit critique et de recherche de signification de ce que vivent les associations. Cet esprit critique ne se construit pas uniquement sur des savoirs constitués.

L'occasion de stages urbains et ruraux sont là des moments pour les formateurs, encadreurs et des élèves eux-mêmes de s'interroger sur la problématique du travail social et partant revisiter leurs pratiques afin de rejoindre la vie même des associations urbaines et rurales. Pour y arriver, la vision de départ qui sous-tend la formation aujourd'hui et qui est nécessaire au démarrage d'une action, doit être une pédagogie qui insiste sur la lecture et la prise en compte des réseaux et des hiérarchies sociales, de leurs intérêts, de leur capacité. Une formation qui favorise la promotion de l'esprit de créativité, d'innovation et surtout d'analyse. Il est donc nécessaire de développer chez les élèves une écoute attentive des dynamismes.

Pour promouvoir la créativité il faut un état d'esprit, prendre des mesures concrètes et disposer des hommes compétents. En effet pour créer il faut que cela entre dans le tissu social, c'est-à-dire il faut en avoir envie et disposer de moyens.

L'accompagnement social qui doit s'opérer dans les associations et autres comités d'assainissement, doit être conçue par, avec et pour les associations. Il s'agit en fait, de favoriser et d'encourager le processus d'auto organisation et d'auto développement participé. En effet la participation des adhérents aux associations et comités villageois et urbains est révélatrice de l'engagement et de la collaboration à une action qui n'est jamais une œuvre individuelle car elle engage tout le monde et exige que chacun des adhérents apporte sa contribution. Cette démarche participative n'est point une participation plus ou moins passive des adhérents à la résolution de leurs problèmes à travers des actions conçues en dehors d'eux et pour eux, mais plutôt l'appropriation par les habitants des quartiers des moyens leur permettant d'identifier les problèmes qui sont les leur, de les prioriser et de proposer des solutions. Impliquer tous les adhérents à l'action, signifie les motiver à prendre part réellement aux actions. L'objectif visé serait surtout d'aider les associations à obtenir de leurs membres une participation efficace.

La question qui se pose aujourd'hui, est celle de se laisser bousculer par ces différentes associations qui déjà à leur niveau essaient d'améliorer leur condition de vie. Savons-nous revisiter nos méthodes de formation en vue de permettre aux élèves d'être capables d'accompagner les associations ? C'est même un appel pressant, une demande qui nous vient de la part des associations. Nous ne devons pas reculer devant cet appel. Nous devons répondre. C'est même un devoir citoyen.

## BIBLIOGRAPHIE

- 1- Emmanuel S. Ndione, Dynamique urbaine d'une société en grappe, ENDA, Dakar, Sénégal 1987
- 2- Acte du colloque de sociologie, Université Marien Ngouabi, Brazzaville.